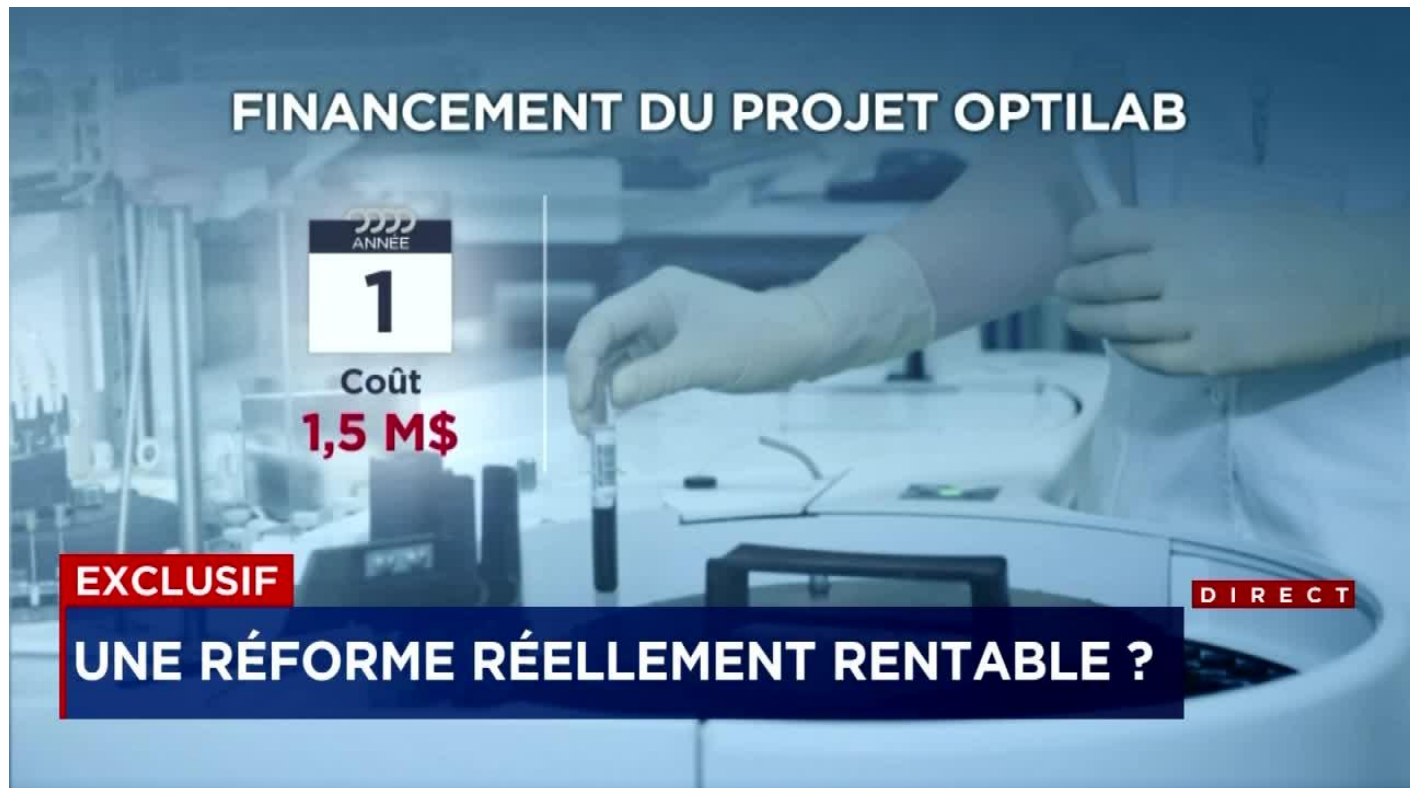


Centralisation des laboratoires

EXCLUSIF | Pas d'économie avant 4 ans avec la réforme Optilab

Véronique Prince | TVA Nouvelles | Publié le 6 février 2017 à 16:40 - Mis à jour le 6 février 2017 à 16:45



La centralisation des laboratoires, appelée le projet Optilab, ne sera pas rentable avant quatre ans, selon un document obtenu par TVA Nouvelles. De surcroît, le ministère de la Santé et des Services sociaux reconnaît que les économies anticipées pourraient être temporairement annulées par des coûts liés à la sécurité d'emploi du personnel de laboratoire.

D'ici deux mois, soit le 1er avril, le gouvernement va regrouper 500 unités de biologie médicale réparties dans les établissements de santé du Québec pour les centraliser dans 11 grappes de laboratoires.

Le gouvernement considère que ce projet autofinancé lui permettra de faire face aux nombreux départs à la retraite prévus au sein des technologistes médicaux en plus de mieux gérer le coût croissant des nouvelles technologies.

Les travailleurs de la santé et les médecins ont manifesté à plusieurs reprises leurs inquiétudes quant aux délais que cette centralisation risque d'entraîner pour les tests

Dans le document obtenu grâce à une demande d'accès à l'information réalisée par TVA Nouvelles, on constate que la réforme coûtera 1,4M\$ en investissements pour la première année.

En fait, ce n'est qu'à partir de la quatrième année que le gouvernement réalisera des économies d'environ 5M\$. Les projections du ministère de la Santé et des Services sociaux s'étalent sur une très longue période, soit jusqu'à l'année 16, durant laquelle 52M\$ pourraient être récupérés.

Il s'agit cependant du «scénario avancé». À partir de la septième année du projet, il est impossible de savoir si le gouvernement prévoit investir de l'argent pour de l'équipement ou des ressources supplémentaires. Il existerait des «scénarios d'optimisation du potentiel du projet Optilab», au cas où le projet ne fonctionnerait pas comme prévu, mais cette autre demande d'accès à l'information nous a été refusée.

Des risques liés à la santé psychologique du personnel

«Tout ça m'apporte vraiment beaucoup d'insécurité et de l'inquiétude par rapport à ce qui va se passer», confie Anik Corriveau, une technologue médicale à l'hôpital Pierre-Le Gardeur, à Terrebonne.

Ses collègues et elle-même auraient reçu l'indication que près de 20% des postes seraient abolis dans la refonte. «C'est quoi l'urgence du 1er avril?», demande Guillaume Chouinard, qui travaille au CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal.

L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) a obtenu un autre document identifiant les risques liés à la centralisation des laboratoires.

«Une part importante des économies anticipées repose sur la réduction des effectifs», peut-on y lire. Mais ces changements, reconnaît le ministère, pourraient «avoir un impact sur la santé psychologique du personnel et occasionner des absences pour maladie», ce qui pourrait «transformer temporairement les économies attendues en coûts directs de sécurité d'emploi».

«Ça vient confirmer les résultats de notre sondage, pense Carolle Dubé, la présidente de l'APTS. Six technologues médicaux sur dix risquent d'avoir des symptômes d'anxiété ou souffrir de dépression. Ça veut dire qu'il faut communiquer l'information aux gens. Il faut leur dire où on s'en va comme employeur et mettre en place des mesures pour s'assurer que les gens ne souffrent pas de cette anxiété-là».

«Pour nous, c'est un projet qui est précipité», conclut Mme Dubé. D'ailleurs, le ministère de la Santé évalue aussi que la résistance des syndicats, qui demandent un moratoire, risque de nuire au projet.

Dans la même catégorie

SOCIÉTÉ



Mont-Joli

Des dizaines de travailleurs protestent contre Optilab

🕒 23 janvier à 12:46

MAURICIE

